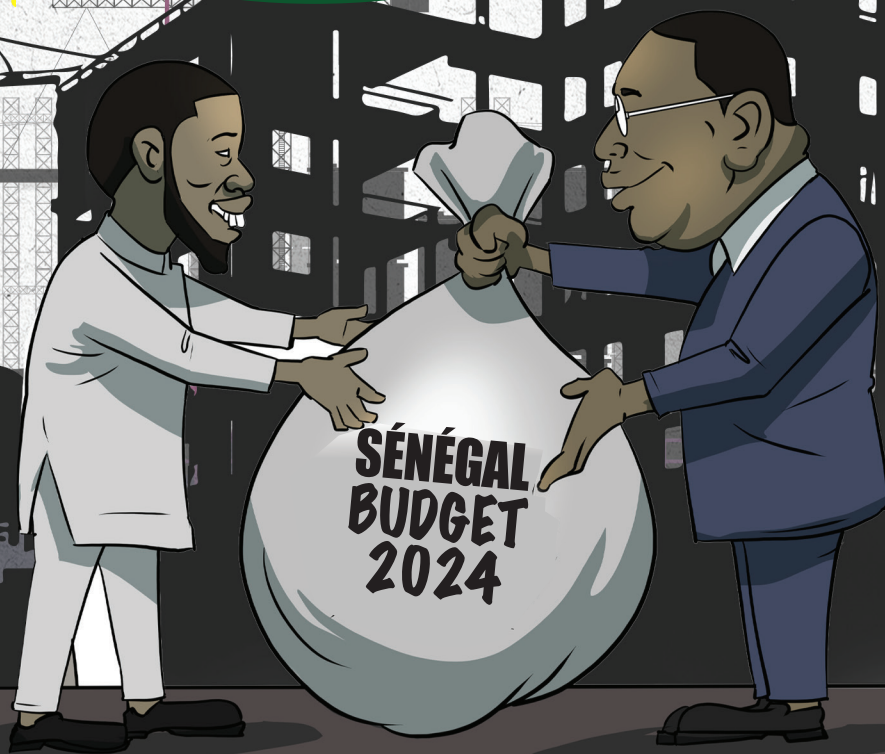


Guide Citoyen du Budget Sénégal 2024



INTRODUCTION

Ce guide du budget national 2024 du Sénégal vise à simplifier et à expliquer aux citoyens les principales dispositions du budget. Son objectif est de créer une communauté informée capable de participer activement au processus budgétaire et de tenir le gouvernement responsable de ses engagements. Cette brochure encourage la transparence et la responsabilité en ouvrant le budget aux citoyens.



QU'EST-CE QU'UN BUDGET PUBLIC?

Le budget d'un gouvernement est une feuille de route financière qui indique les sommes que le gouvernement compte collecter (par le biais des impôts et d'autres sources) et la manière dont elles seront dépensées au cours d'une période donnée, généralement une année. Ce plan est essentiel pour financer les priorités nationales en matière de soins de santé, d'éducation et d'infrastructures. Il s'agit d'un outil complet qui oriente les politiques, encourage la responsabilité fiscale, favorise la transparence et contribue à la stabilité économique et au bien-être des citoyens. Comprendre le budget de l'État permet aux citoyens de participer activement à l'élaboration de leur communauté et de demander des comptes à leurs dirigeants.

PROCESSUS D'ÉTABLISSEMENT DU BUDGET DE L'ÉTAT AU SÉNÉGAL

L'exercice budgétaire de l'État sénégalais commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de l'année suivante. Les principales étapes sont:

- La programmation (ministère des Finances, DPG, « Direction de la programmation budgétaire »).
- Débat d'orientation budgétaire entre le ministère des Finances et l'Assemblée nationale et publication du Document d'orientation budgétaire semestriel « DPBEP. »
- Consultation entre le ministère des Finances et les autres ministères sectoriels.
- Présentation du projet de budget à l'Assemblée nationale lors du marathon budgétaire par les MDA.
- Vote du budget approuvé (loi de finances) par l'assemblée nationale (ouverture des autorisations et des crédits).
- Publication des rapports trimestriels sur l'exécution du budget
- Vote de la loi de règlement du budget par l'assemblée nationale.
- Chaque étape implique différentes parties prenantes dans différentes activités. Le gouvernement propose parfois de modifier la loi de finances si ses projets budgétaires changent.

SENEGAL GOVERNMENT'S PRIORITIES IN 2024

Projets publics à mettre en œuvre en 2024

Projets d'investissement dans les régions cibles de BudgIT, à savoir Kaolack, Diourbel, Saint Louis, Thiès, Dakar, Ziguinchor.

Voici les projets que le gouvernement sénégalais compte réaliser cette année.

Transport

- Service ferroviaire Dakar-AIBD
- Projet pilote de transport en commun rapide par bus (BRT)
- Construction de l'autoroute Dakar-Tivaouane-Saint Louis
- Construction de l'autoroute à péage Mbour-Fatick-Kaolack
- Réhabilitation de la route Senoba-Ziguinchor et construction d'un contournement à Ziguinchor.
- Restauration des lignes ferroviaires internes, des arrêts, des gares et des guichets sur les lignes internes.

Environnement

- Projet de dépollution de la baie de Hann
- Projet d'assainissement de Touba

Énergie

- Projet Sangomar Yaakar Teranga
- Projet gazier GTA Saint Louis

Santé

- Hôpital Méridien de Saint Louis

Sports et Loisirs

- Construction de stades (Léopold S. Senghor)
- Construction de stades (Lamine Gueye)
- Construction de 4 stades (Stade Aline Sitoe Diatta)
- Construction de 4 stades (Elimanel Fall)

Agriculture

- Programme d'ouverture de zones agricoles et rizicoles (Dande Maayo-Louga Keur Momar Sarr-Richard Tol).

Bien-Être Social

- Programme national de bourses de sécurité familiale
- Programme de promotion des villes sénégalaises (PROMOVILE)



LE SERVICE DE LA DETTE

En 2024, le Ministre des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à accepter des dons au nom de l'Etat du Sénégal et à mobiliser des ressources de trésorerie pour un montant total de 2 442 133 618 000 FCFA. Ces opérations de trésorerie peuvent être effectuées sur le marché national ou sur le marché international avec des pays étrangers, des organisations internationales et des institutions dans des conditions fixées par décret ou par convention.

Approbation du tableau de financement

Le tableau de financement des ressources et des dépenses de trésorerie s'élevant à 2 138 376 718 000 FCFA pour l'année 2024 est ratifié conformément aux lois et règlements en vigueur, notamment les textes suivants:

ALLOCATION AUX TROIS MINISTÈRES SECTORIELS

Santé et protection sociale

Ministère de la santé et de la protection sociale

Le budget est alloué au ministère de la Santé et de la Protection sociale. Il est fixé à 271 623 366 449 francs CFA en crédits d'engagement (AE) et 263 470 384 079 francs CFA en crédits de paiement (CP). « Une augmentation de l'ordre de 9% pour l'exercice 2024.

Le budget a été divisé en quatre grands programmes.

Programme 1: Le premier est intitulé Pilotage, coordination et gestion administrative.

Programme 2 : Santé de base

Programme 3 : Santé de référence

Programme 4 : Protection sociale

Éducation nationale

Ministère de l'Éducation Nationale

Pour l'exercice 2024, le projet de budget du ministère de l'Éducation nationale s'établit à 909 323 430 797 francs CFA en crédits de paiement (CP), avec des autorisations d'engagement (AE) évaluées à 944 959 363 377 francs CFA. Le budget 2024 s'articule autour de 6 programmes.

- Crédits alloués au programme Enseignement préscolaire.

- Programme 2 - Enseignement élémentaire,

- Le programme D'enseignement moyen général » pour l'exercice 2024,

- Le programme Enseignement secondaire »,

- Le programme d'éducation de base pour les jeunes et les adultes.

- Le programme Pilotage ministériel, gestion et coordination administrative

Agriculture et élevage

Ministère de l'agriculture, de l'équipement rural et de la souveraineté alimentaire

Pour l'année 2024, le budget du ministère de l'agriculture, de l'équipement rural et de la souveraineté alimentaire est fixé à 219 494 446 493 FCFA en autorisations d'engagement et 207 842 023 528 FCFA en crédits de paiement. Ces crédits sont ventilés par programme comme suit :

Programme 1: Pilotage, coordination et gestion administrative.

Programme 2 : Sécurisation de la base productive et développement des infrastructures rurales.

Programme 3 : Accroissement de la production, diversification et valorisation des produits agricoles.

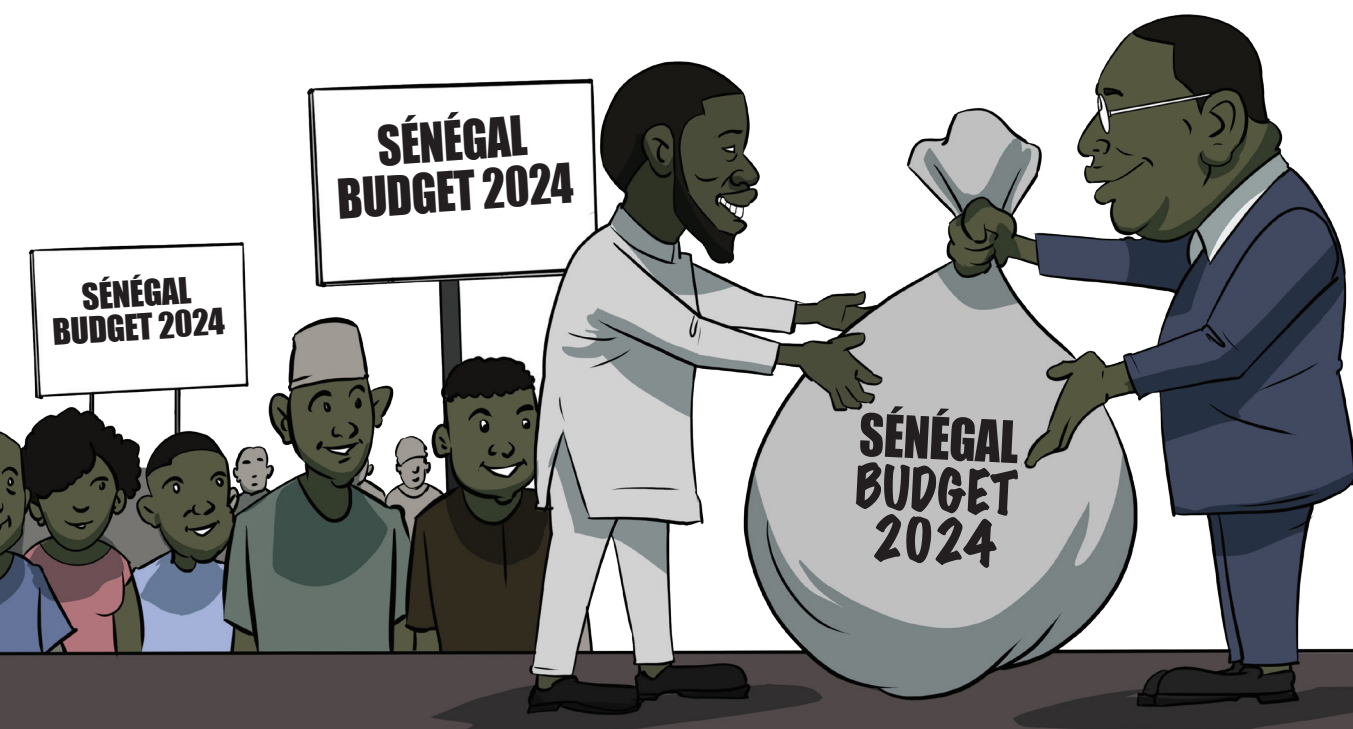
Programme 4 : Soutien à la production : Financement, recherche, formation et soutien consultatif.

QU'EST-CE QU'UN BUDGET CITOYEN ?

Un budget citoyen est une version simplifiée du budget national approuvé, généralement inaccessible au public. Ce format est censé être transparent, accessible et participatif, encourageant l'engagement des citoyens et la responsabilité du gouvernement.

Alors que le document budgétaire approuvé est rempli de chiffres, d'articles et de terminologies complexes, le budget citoyen se concentre plutôt sur des graphiques, des résumés et des conceptions créatives pour permettre aux citoyens d'accéder aux informations budgétaires.

Les budgets citoyens peuvent être produits par des organisations de la société civile (OSC) ou d'autres groupes de défense. Cependant, ils devraient être produits et publiés par les gouvernements car ils servent à institutionnaliser l'engagement du gouvernement à présenter ses politiques d'une manière compréhensible pour le public.



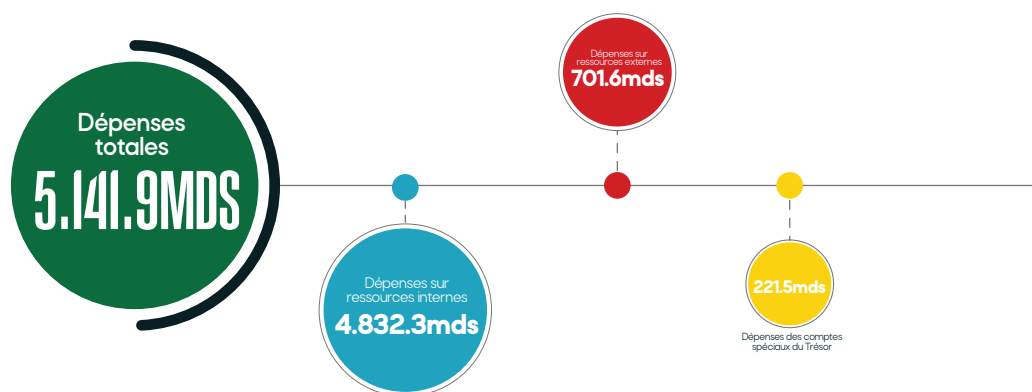
VISUALISATION DU BUDGET 2024

Combien le gouvernement dépensera-t-il en 2024 ?

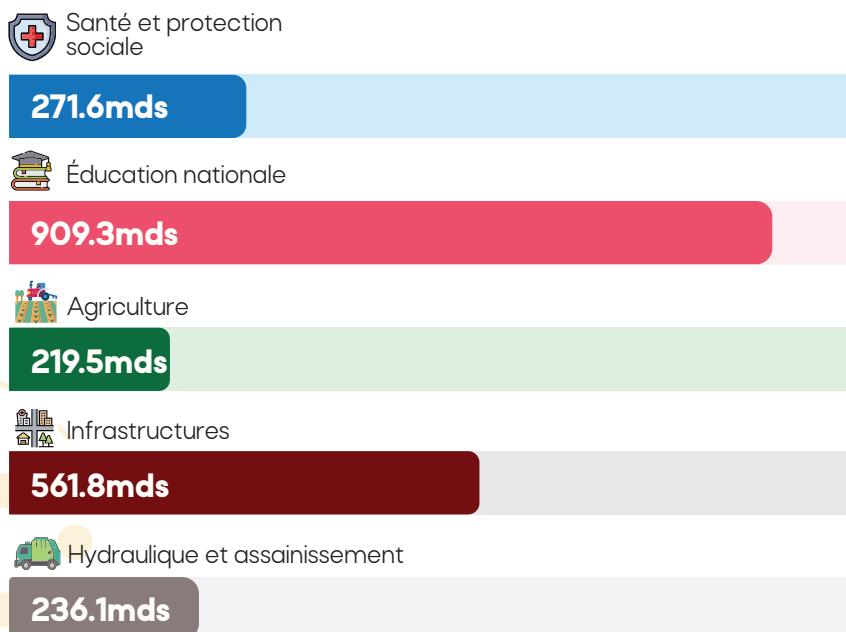
Les dépenses budgétaires reflètent l'allocation planifiée des fonds du gouvernement à travers divers programmes, services et initiatives pour répondre à ses obligations et responsabilités. Catégorisées en dépenses récurrentes et en dépenses d'investissement, les dépenses totales du budget 2024 s'élèvent à 5 755,4 milliards de FCFA, soit une augmentation notable par rapport aux 5 141,9 milliards de FCFA en 2023 - une hausse de 613,5 milliards de FCFA (+11,9 %). La répartition comprend :



OÙ IRA L'ARGENT ?



ANALYSE SECTORIELLE DU BUDGET 2024



COMMENT SONT PRÉPARÉS LES BUDGETS DE L'ÉTAT SÉNÉGALAIS?

Le budget est un plan financier décrivant le plan de dépenses du gouvernement pour l'année, y compris les recettes et les dépenses estimées. L'exercice budgétaire du gouvernement sénégalais commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de l'année suivante. Les principales étapes sont:

- Programmation (Ministère des Finances, DPG « Direction de la Programmation Budgétaire »)
- Débat d'orientation budgétaire entre le ministère des Finances et l'Assemblée nationale et publication du document d'orientation budgétaire bisannuel « DPBEP ».
- Consultation entre le ministère des finances et les autres ministères sectoriels.
- Présentation du projet de budget à l'Assemblée nationale lors du marathon budgétaire par les MDA.
- Vote du budget approuvé (loi de finances) par l'assemblée nationale (ouverture des autorisations et des crédits).
- Publication des rapports trimestriels sur l'exécution du budget
- Vote de la loi de règlement du budget par l'assemblée nationale.
- Chaque étape implique différentes parties prenantes dans différentes activités. Le gouvernement propose parfois une loi de finances rectificative si ses projets budgétaires changent.

Quelles sont les informations contenues dans les budgets des citoyens?

Les principales composantes du budget citoyen sont présentées comme suit :

Les recettes du budget général sont fixées à 4 693,7 milliards de FCFA, contre 3 919,5 milliards de FCFA dans le budget 2023, soit une augmentation de 774,3 milliards de FCFA (+19,8%).

Les dépenses du budget général sont fixées à un total de 5 533,9 milliards de FCFA contre 4 965 milliards de FCFA pour 2023, soit une augmentation de 568,9 milliards de FCFA (11,5%).

Les recettes et les dépenses des comptes spéciaux du Trésor s'équilibrent à 221,5 milliards de FCFA.

Recettes: Comment le gouvernement s'approvisionne-t-il en recette?

Les recettes du budget général du Sénégal représentent le montant total que le gouvernement s'attend à générer à partir de diverses sources économiques. Pour l'exercice 2024, les prévisions de recettes atteignent 4 915,2 milliards de FCFA, marquant une hausse significative par rapport aux 4 096,4 milliards de FCFA du budget 2023, soit une augmentation de 818,8 milliards de FCFA (+20%).

Dépenses: Où va l'argent ?

Il s'agit de la somme d'argent qu'un gouvernement prévoit de dépenser pour divers programmes, services et initiatives afin de s'acquitter de ses responsabilités et de respecter ses obligations. Elles se divisent en deux catégories : les dépenses courantes et les dépenses en capital. Les dépenses budgétaires reflètent l'affectation planifiée des fonds par le gouvernement à divers programmes, services et initiatives afin d'assumer ses obligations et ses responsabilités. Classées en dépenses récurrentes et en dépenses en capital, les dépenses totales pour le budget 2024 sont de 5 755,4 milliards de FCFA, soit une augmentation significative par rapport aux 5 141,9 milliards de FCFA en 2023 - une augmentation de 613,5 milliards de FCFA (+11,9 %).

Excédent et Déficit

Excédent

Un budget public est excédentaire si les recettes publiques attendues dépassent les dépenses publiques estimées au cours d'un exercice donné. Cela signifie que les recettes de l'État provenant des impôts prélevés sont supérieures aux dépenses estimées. Cela signifie que les recettes fiscales de l'État sont supérieures aux dépenses que les dépenses publiques.

Déficit

Un budget public est déficitaire si les dépenses publiques estimées dépassent les recettes publiques attendues au cours d'un exercice donné. Dans ce cas, le gouvernement engage des dépenses excessives pour améliorer le taux d'emploi. Cela a pour but de conduire à une augmentation de la demande de biens et de services.

Cela doit conduire à une augmentation de la demande de biens et de services, ce qui contribue à relancer l'économie. Le gouvernement couvre ce montant par des emprunts publics (émission d'obligations d'État) ou en puisant dans ses réserves.

COMMENT LES CITOYENS PEUVENT-ILS PARTICIPER À LA PRISE DE DÉCISION BUDGÉTAIRE?

Les citoyens devraient suivre les nouvelles et les annonces du gouvernement relatives au budget.

Les citoyens doivent également assister aux auditions publiques ou aux forums sur le budget organisés par le gouvernement ou les OSC.

Les citoyens doivent utiliser les groupes de défense et les plaidoyers et les plaidoyers pour exprimer leurs points de vue et leurs préoccupations sur le budget.

Les citoyens devraient utiliser les plateformes de médias sociaux pour sensibiliser aux questions budgétaires, partager des informations et mobiliser d'autres personnes pour agir,

Pendant les élections, recherchez les positions des candidats sur le budget et les finances publiques. Votez pour ceux qui privilégient la transparence, la participation des citoyens et un budget qui reflète les besoins de la communauté.

